DEVELOPPEMENT RURAL ET SOCIETE LES COLONS FELDA EN MALAISIE

Josiane MASSARD

> « *Le mouvement (vers un centre de migration), outre sa signification géographique a une valeur sociologique : il est la marque d'une rupture avec le passé, d'un renoncement volontaire (...) à des valeurs sociales, pour l'adoption de nouvelles règles dans le cadre de villages nouveaux...* » (J.P. Raison, 1968 p. 24).

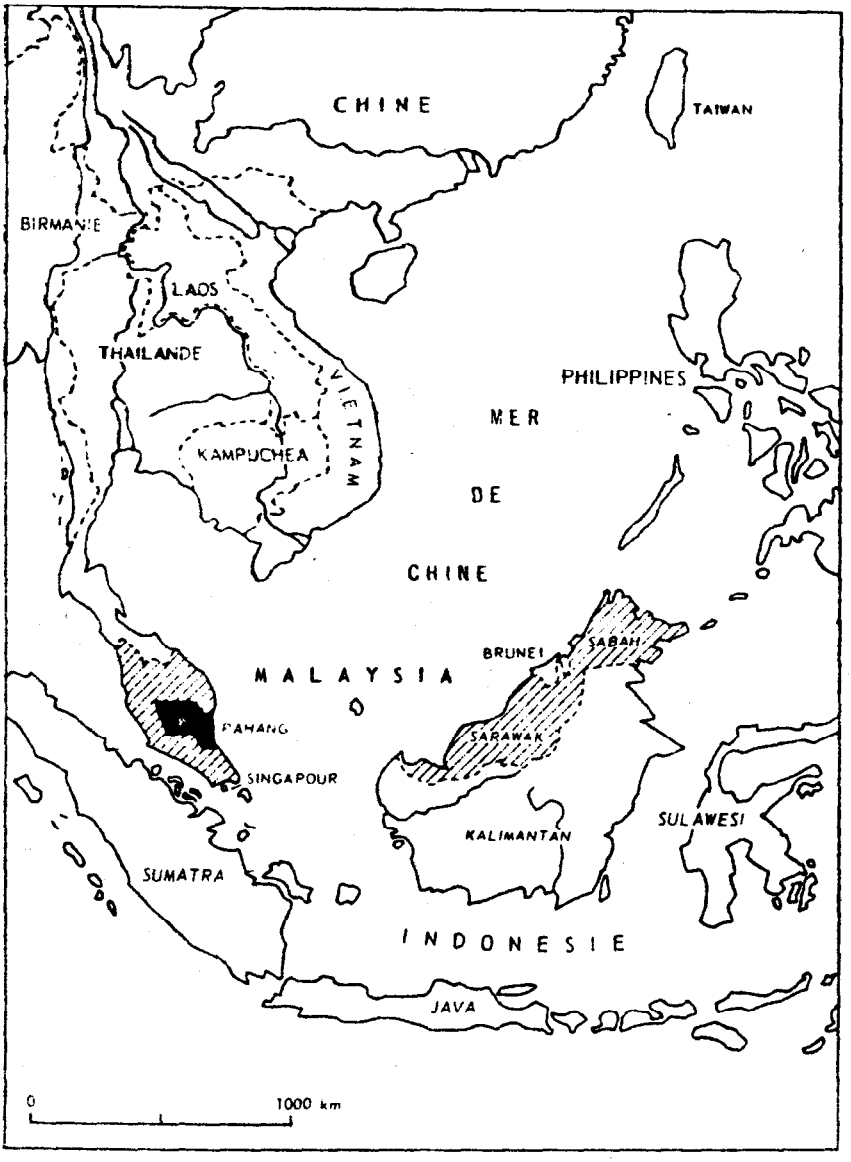
Extraite d'une étude qui bien que déjà ancienne, n'a rien perdu en pertinence et en finesse, cette citation rend bien compte des conséquences de la colonisation agricole encadrée par l'Etat fédéral en Malaisie. Elle a servi de ligne directrice au texte qui va suivre et où nous nous attacherons à présenter un aspect de cette opération, à savoir son impact sur les rapports sociaux des populations concernées.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la Malaisie se trouvait confrontée à une crise du monde rural, et en particulier à une faible productivité liée à la prédominance du faire-valoir indirect, à une technologie inappropriée, et à un retard considérable dans l'attribution de titres fonciers (MacANDREWS, 1977 : 61, YUI HUEN KWAN, 1980 : 63-67), et plutôt que d'encourir les risques politiques d'une réforme agraire (JONES & RICHTER, 1982 : 6-7), les dirigeants ont mis en place une stratégie double, le renforcement de l'agriculture *in situ* (1), et la création de centres de colonisation planifiée qui par comparaison avec des efforts analogues dans le reste de l'Asie du Sud-Est (JONES & RICHTER, *op. cit.*) sont présentés comme des modèles de réussite (BLANADET, 1984).

Les motivations qui justifient de telles opérations ont été recensées (TUNGKU SHAMSUL BAHRIN, 1982) : elles sont d'ordre macro-économique, et sociales, mais surtout politiques (ROKIAH TALIB, 1983), et expliquent en partie les multiples réserves qu'on se doit de formuler dans toute tentative d'évaluation. Le coût de telles opérations est tout d'abord élevé (2), elles ne parviennent à résorber

(1) Dans ce domaine, les résultats sont inégaux (PEACOCK, 1979 : 375-376), y compris dans l'opération de riziculture pilote qu'est le Muda Scheme (DE KONINCK, 1979).

(2) Elles coûtent notamment quatre fois plus que les centres de colonisation indonésiens (JONES & RICHTER, op. cit.).



CARTE 1. La Malaysia dans l'Asie du Sud-Est

que 13 % de l'excédent de population rurale, elles ne bénéficient qu'à un secteur - l'ethnie malaise - (3) de la nation, elles portent atteinte à l'équilibre écologique du pays, elles renforcent la dépendance de la paysannerie vis-à-vis de l'Etat, elles présentent un haut risque économique dans la mesure où elles reposent sur une monoculture de rente, et enfin elles créent un modèle élitiste de développement qui contraste avec le sous-développement du reste de la population rurale. Ces conséquences, sans cesser de préoccuper FELDA, l'agence organisatrice (4), n'ont pas entamé son dynamisme.

En trente ans, elle a mis sur pied plus de 250 centres de colonisation occupant près de 700 000 ha, et a recruté près de 95 000 familles de colons. La sélection est basée sur un système de points et intéresse en majorité des populations d'origine rurale, sans spécialisation professionnelle et sans terre. Dans chaque centre, la moitié des places est réservée aux natifs de l'Etat-province d'implantation, l'autre moitié étant attribuée à des candidats originaires du reste de la péninsule.

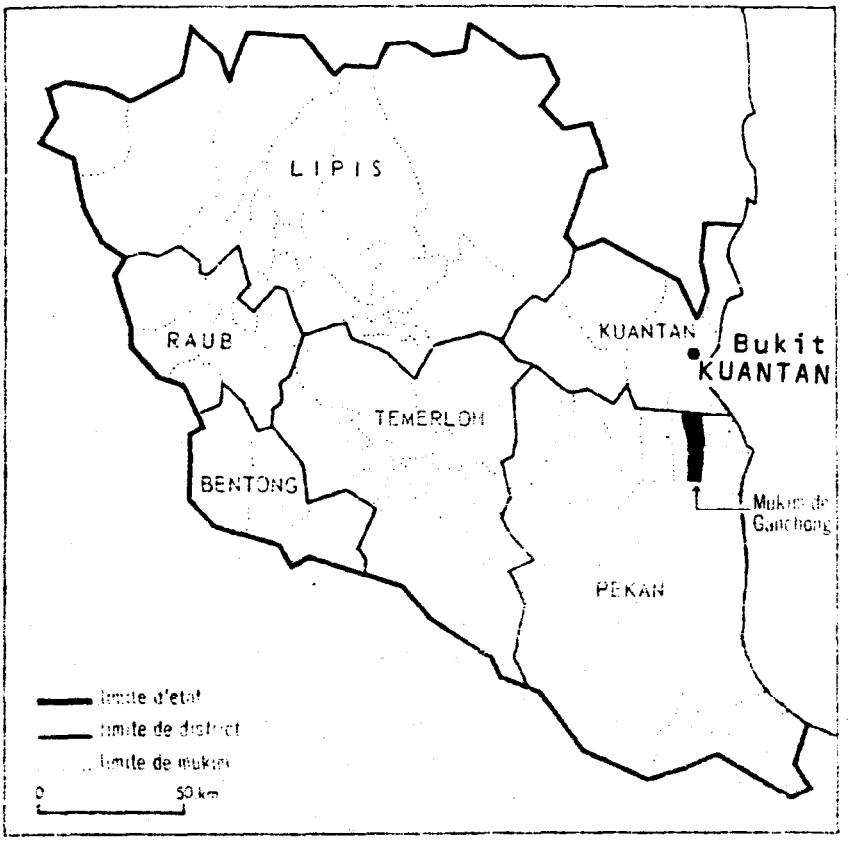
Bukit Kuantan, le centre où je travaille depuis 1982 (5) est exemplaire de ce mode de développement foncier. Il compte 449 familles installées à partir de 1973, alors que les palmiers à huile commençaient à produire. Les maisons avaient été construites, deux ans après l'installation, des branchements d'eau ont été faits à l'extérieur des maisons, et en 1982, l'électricité a été amenée au centre. Dès 1975, une clinique de jour avec une sage-femme en résidence avait été ouverte, de même qu'un jardin d'enfants et une école primaire ; une mosquée avait été construite, une épicerie coopérative FELDA également. Plus tard, une autre agence fédérale a construit une rangée de magasins qui sont loués à et gérés par des colons. Il y a maintenant une cabine téléphonique près de la clinique de jour. Le centre se trouve à 30 km de Kuantan, capitale administrative et économique de l'Etat-province de Pahang, située sur la côte Est de la péninsule. Le centre est relié à la ville par deux services d'autobus, l'un appartenant à une compagnie chinoise, l'autre à la coopérative des colons.

---

(3) Cela tient à l'hégémonie politique de cette communauté qui considère les autres comme étrangères au pays, malgré une implantation aussi, et parfois même plus ancienne, tout en jouissant d'une étroite majorité démographique. ABU OTHMAN (1982) a particulièrement étudié les effets de la discrimination dans le contexte FELDA.

(4) L'historique de la fondation de FELDA est exposé dans TUNGKU SHAMSUL BAHRIN, 1968.

(5) Grâce à des financements CNRS dans le cadre du CEDRASEMI (1982 et 1984), et de l'ATP 95 5429 sur les « Mutations paysannes en Malaisie » dont je suis responsable.



CARTE 2. La division administrative de l'Etat de Pahang

LES COLONS ET LA TERRE

Chaque colon se voit attribuer à son arrivée un lot de quatre ha planté en palmiers à huile : il est chargé de le mettre en valeur, l'activité principale consistant à récolter les régimes de fruits. Il faut aussi épandre les engrais et les pesticides, enlever les branches mortes et maintenir le sol net. Ce lot de quatre ha n'est pas la propriété du colon, il aurait pu le devenir si l'objectif initial de FELDA - constituer une classe de petits propriétaires fonciers (HO, 1965 : 13 ; WIKKRAMATILEKE, 1965 : 377) - avait été maintenu ; mais compte tenu de la primauté donnée aux objectifs économiques qui exigent un très fort contrôle sur la qualité de la production, les responsables de l'agence ont élaboré un certain nombre de conditions : le colon a sur la terre un droit d'exploitation et de jouissance qu'il peut céder à un seul de ses descendants (biologique ou social), mais le lot ne peut être ni vendu, ni loué, ni divisé.

Quand le colon s'installe, il a, nous l'avons dit, une maison ; elle est construite sur un lopin de 2 000 m^2 sur lequel le droit est analogue, et qu'il peut choisir ou non de mettre en valeur par des cultures commerciales ou vivrières. Mais la plantation de palmiers à huile et le lopin entourant la maison forment un tout : c'est le coût total de défrichement, et dans le cas de la plantation, de mise en valeur, qui est imputé au colon, celui-ci devant rembourser l'investissement initial (y compris le coût de la maison) à l'agence sur une période de quinze ans ou plus, au moyen de mensualités déduites du revenu. Si le colon quitte le centre, il perd tout droit sur sa part, et ne peut prétendre à aucun dédommagement de la part de l'agence ; celui qui le remplacera commence à zéro la compensation des frais de mise en valeur. En 1984, la dette s'élevait à 51 200 $ malaisiens (environ 177 000 Francs), selon le *Mid-Term Economic Review*, 1984 (6).

La terre est donc immobilisée (RAISON, 1968 : 62) et ne peut faire l'objet d'aucune transaction entre les colons eux-mêmes, ou entre les colons et des partenaires du monde extérieur. Le mode d'accès au foncier ne matérialise pas, comme dans un village malais traditionnel, un certain type de rapports sociaux, il exprime un rapport des exploitants à l'Etat. Même dans les cas où les colons ont réussi (dans d'autres centres plus anciens) à rembourser la totalité de la dette, ils ne reçoivent qu'un droit de propriété collective sur la base du bloc (unité de résidence et de production regroupant une

(6) Pour un détail de ce qui est imputé au compte du colon, cf. TUNGKU SHAMSUL BAHRIN, 1968 : 73.

vingtaine de colons), bien qu'ils versent à l'Etat-province (7) une taxe foncière de la même manière que s'ils étaient propriétaires de plein droit de la terre.

Il est intéressant de noter qu'en dépit de la spécificité du mode d'accès à la terre, les exploitants FELDA sont considérés comme des exploitants propriétaires : cela apparaît dans la littérature scientifique, et dans les textes officiels où ils sont assimilés aux *smallholders* comme les petits planteurs d'hévéas dans les villages. On est pourtant en droit de se demander si les colons FELDA sont des paysans (8). Nos réticences ne portent pas seulement sur la dimension foncière, elles s'appuient aussi sur le mode d'exploitation en général que nous allons décrire maintenant et qui se caractérise, à plusieurs niveaux, par une perte d'autonomie croissante.

LES HOMMES ET LE TRAVAIL

L'ORGANISATION DE L'EXPLOITATION

Elle repose sur le système de blocs qui, pour l'ensemble du centre, sont au nombre de 21, chacun comptant de seize à 25 membres : de la même manière que les membres d'un bloc sont regroupés dans un certain quartier résidentiel, leurs plantations contigües sont regroupées dans une même zone, la zone résidentielle du centre étant ceinturée par les plantations. Bien que le travail soit essentiellement individuel, cela n'empêche pas certains colons liés par une relation amicale, souvent basée sur le voisinage, ou par la seule appartenance au même bloc, de former des équipes de deux qui travaillent alternativement sur l'une, puis l'autre des plantations concernées, reprenant ainsi spontanément une forme d'entraide courante en milieu villageois où elle est connue sous le nom de *berderau.*

Mais le chargement des régimes dans les camions et leur transport à l'usine de traitement sont organisés par le chef de bloc en équipes de trois ou de quatre colons. L'entretien des chemins d'accès est réalisé par l'ensemble des membres du bloc ; on invoque à ce propos une tradition villageoise, *gotong-royong*, ou l'entraide, bien que

(7) Nous avons à faire à une Fédération, et comme c'est fréquent dans ce cas, la terre échappe au contrôle fédéral, et est sous l'autorité de l'Etat-province, en l'occurence, l'Etat de Pahang.

(8) Nous avons tenté de répondre de manière quelque peu systématique à cette question dans une autre étude (MASSARD, 1985).

celle-ci fonctionne selon des principes tout à fait différents (9). Les activités de groupe sont programmées par le chef de bloc, lui-même exploitant, élu par les membres du bloc (cf. *infra* : 12-14). La totalité du travail est planifiée par les techniciens de l'agence résidant sur place (10). Le calendrier étale la récolte des fruits et leur transport en fonction de la capacité de l'usine de traitement située à dix kilomètres. Les membres d'un bloc donné disposent de trois ou quatre jours pour chaque récolte (en moyenne deux par mois), les dates étant précisées chaque fois par le chef de bloc au moyen du tableau d'affichage du bloc, et tout retard est sanctionné. Le contrôle est exercé par les techniciens FELDA, mais ceux-ci ne pouvant, faute de temps, inspecter chaque lot de manière exhaustive, ils délèguent cette tâche aux exploitants. A l'issue de chaque récolte, ou le plus souvent, à la fin de chaque mois, le chef de bloc organise une inspection : suivant une réglementation adoptée en assemblée de membres du bloc, le chef peut solliciter la présence de tous les membres, répartis en deux équipes, ou celle de quelques membres sur une base tournante, ou encore parcourt seul les plantations.

Les régimes laissés sur les arbres ou non transportés, sont en général perdus car les fruits trop mûrs ne peuvent plus être traités à l'usine ; les régimes restants sont dénombrés, et l'exploitant fautif est passible d'une amende dont le montant varie, là encore suivant les blocs, de 1 $ M (= 3 F) à 5 $ M (= 15 F) par régime laissé sur place. La variation n'est pas seulement quantitative, elle tient aussi à la flexibilité avec laquelle le réglement interne de chaque bloc est appliqué : entre alors en ligne de compte l'atmosphère générale du bloc — certains sont plus efficaces, ses membres plus industrieux —, et la personnalité du chef de bloc sur laquelle nous reviendrons... Certains blocs n'ont presque jamais de problèmes de mise en oeuvre du calendrier, d'autres comptent souvent plusieurs exploitants retardataires ou négligents dans leur travail.

Ces variations ont une incidence directe sur le revenu des colons en raison là encore d'une dimension spécifique des centres FELDA. A l'issue de chaque récolte, les régimes sont pesés pour l'ensemble du bloc, et chaque exploitant reçoit une part qui est la même pour chaque membre d'un bloc donné, le poids total récolté étant divisé en autant de parts qu'il y a de membres dans le bloc : les « traînards » encaissent le même revenu que les autres, diminué le cas échéant, des amendes qui leur sont imputées. Peuvent s'y ajouter des amendes

---

(9) On voit apparaître un processus de récupération d'une pratique traditionnelle, également observé dans le cadre d'opérations de développement en Indonésie (BOWEN, 1986).

(10) L'équipe FELDA résidant dans le centre compte un directeur, son adjoint, et une douzaine d'employés et de techniciens.

pour une absence non justifiée soit à la réunion des membres de l'équipe, soit à des travaux d'entraide (comme l'inspection des plantations, ou la réfection des routes), de 15 à 30 $ M.

La collectivisation des revenus est sans doute le moyen de pression le plus efficace sur les colons négligents ou retardataires : leurs co-membres de bloc ne peuvent tolérer indéfiniment leur déficience, et disposent d'une menace ultime qui est l'expulsion pure et simple du centre. Cette décision, théoriquement possible, est en fait rarement appliquée pour des raisons culturelles : la société malaise tend d'une part à éluder le conflit, d'autre part à reculer devant toute forme d'action qui implique une humiliation pour celui qui en serait l'objet. Dans un centre FELDA, le relevé de l'histoire de chaque bloc fait apparaître un nombre variable d'abandons (11) : ils peuvent être dûs à des raisons diverses dont le fait (rare) d'avoir obtenu l'emploi convoité entre tous, c'est-à-dire « avec le gouvernement ». Il arrive plus souvent qu'on dise d'un colon qu'il est parti de lui-même parce qu'il n'aimait pas le travail de plantation. Cette raison invoquée cache généralement la conséquence d'un conflit plus ou moins ouvert entre le colon qui s'en va et les membres de son bloc, et ce conflit est presque toujours lié à un travail insuffisant : en devançant l'expulsion, le colon épargne aux membres de son bloc une décision pénible et « garde la face ».

L'organisation en blocs appelle plusieurs commentaires : elle assure un niveau de production élevé qui a frappé les observateurs familiarisés avec d'autres formes de prise en charge de l'agriculture par l'Etat dans les pays du Tiers-Monde. Elle engendre une relative cohésion sociale liée à la division de chaque centre FELDA en unités productives et sociales. Elle permet de réduire l'ingérence de l'agence non seulement dans le procès de production mais aussi dans les rapports sociaux, et en particulier dans leur versant négatif que sont les conflits. Ceux-ci sont gérés par les membres du bloc, même si les représentants de l'agence peuvent agir également dans les cas graves par une confrontation directe avec les colons mis en cause, les moyens de pression émanent du groupe par le biais tangible des amendes, et au moyen plus immatériel mais peut-être plus efficace, de la désapprobation collective. Que celle-ci se concrétise ou non par l'expulsion est finalement secondaire puisqu'elle atteint généralement son objectif, le départ du colon défaillant.

---

(11) Les abandons ont été relativement nombreux pendant les premières années, mais sont plus rares depuis quatre ans, en partie parce que l'économie du centre s'est stabilisée. Dans l'ensemble des centres, l'agence donne un pourcentage de départs de 4 %, à Bukit Kuantan, il s'établit à 13 %.

LES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

Le travail exigé par la plantation se compte en nombre de journées par mois qui varie suivant le point de vue des informateurs : si on interroge les représentants de l'agence, ils affirment que douze jours dans le mois suffisent à un exploitant pour réaliser sa part individuelle et collective de travail, les colons estiment eux, que quinze journées, voire davantage sont nécessaires. La différence tient sans doute à la durée de chacune de ces journées de travail qui suivant les colons varie de quatre à sept heures. Il n'empêche qu'expoitants et techniciens sont d'accord pour admettre que cette charge de travail laisse assez de temps et d'énergie pour s'adonner à d'autres activités.

Deux cents colons environ (sur 449) mettent cette marge à profit, et on observe dans ce domaine une grande diversité de choix, limitée par le fait que les colons sont faiblement scolarisés, et n'ont, nous l'avons dit, aucune spécialisation professionnelle. Le système permet non seulement d'exercer d'autres activités rémunérées, il autorise le colon à confier son travail à un remplaçant de son choix, habitant ou non le centre, qu'il rémunère selon un barème officieux basé sur le nombre de régimes récoltés quand il s'agit de la récolte, ou sur une somme forfaitaire quand il s'agit de l'entretien de la plantation, ou de la participation à une activité collective obligatoire.

Cette possibilité est exploitée soit occasionnellement par des exploitants qui doivent s'absenter, soit régulièrement par les colons qui s'adonnent à plein temps à une autre activité. Dans la plupart des blocs, on trouve ainsi des membres qui n'ont pratiquement jamais mis les pieds dans leur plantation ; une telle formule est officiellement justifiée par le manque de temps, mais elle s'assortit souvent d'une désaffection personnelle pour les tâches agricoles. Elle suppose aussi que l'activité parallèle est devenue principale non seulement parce qu'elle occupe le colon à plein temps, mais aussi parce qu'elle lui rapporte plus que sa part de plantation de palmiers à huile, lui permettant un bénéfice une fois qu'il a rémunéré son ou ses remplaçants.

Il arrive cependant que la seule raison pour laquelle un colon se fasse remplacer est le manque d'intérêt pour le travail de plantation, et qu'il n'a peu ou pas d'activités parallèles, sa marge financière sera alors forcément maigre et il aura vite une réputation de mauvais payeur aux yeux des éventuels remplaçants. C'est là que l'organisation d'un centre FELDA tend néanmoins une autre perche. J'ai mentionné au début l'existence de l'épicerie coopérative FELDA : chaque colon peut s'y approvisionner à crédit à concurrence d'un montant variable selon les centres mais qui à Bukit Kuantan s'élève à 350 $ M par mois. On peut transposer cette somme en son

équivalent de 1 200 F, et préciser que c'est le revenu net le plus bas auquel puisse prétendre un colon. Cette possibilité de crédit est importante pour plusieurs raisons, elle intéresse plus particulièrement les colons-non-exploitants car elle permet à certains d'entre eux de dédommager leurs remplaçants du travail fait pour eux.

Nous avons exposé dans un autre travail la nature et la distribution des activités complémentaires (MASSARD, 1986a) ; nous préciserons seulement qu'elles impliquent souvent le petit commerce, moins fréquemment des travaux comme journaliers, chauffeurs, ou encore la production artisanale ou rituelle, l'élevage, et qu'elles concernent presqu'exclusivement les colons de sexe masculin. Certaines sont, nous l'avons dit, régulières, et de longue durée, d'autres permettent seulement de stabiliser les budgets domestiques pendant la période de moindre production de janvier à juillet.

EVALUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

LES SIGNES DE STABILISATION

Forte d'une longue observation en milieu villageois traditionnel d'où sont issus la plupart des colons, nous avons été frappée, dès notre première enquête dans le centre FELDA en 1982, par la différence de niveau de vie entre les deux contextes. Par ailleurs, la faible profondeur historique que présente notre étude — de 1982 à 1985 — suffit cependant pour que nous notions une progression dans ce laps de temps.

Nous citerons tout d'abord des signes matérialisant l'accroissement du niveau de vie. Les 449 colons du centre ont une moto, près de 14 % d'entre eux ont une voiture. La plupart des maisons sont équipées d'un téléviseur couleur, 10 % disposent d'un magnétoscope et louent des cassettes en ville, 35 % des familles ont acheté un réfrigérateur, et 15 % une machine à laver le linge. Le nombre de maisons agrandies et transformées augmente sans cesse et dépasse très largement la moitié. Les maisons comptent non seulement du mobilier, mais des objets décoratifs d'inspiration urbaine, comme des aquariums.

Il est intéressant de noter que cette abondance matérielle n'est pas seulement présente dans les maisonnées dont le revenu est augmenté par des revenus annexes. Parmi les colons, il en est qui font montre de grandes compétences en matière de gestion du budget domestique ; ils épargnent, pendant les mois de forte production — octobre à janvier —, une partie de l'excédent et parviennent à investir dans des appareils ménagers ou dans l'embellissement de la maison. Nous avons évoqué au début les infrastructures qui sont mises à la

disposition des colons en matière religieuse, scolaire, sanitaire et de transport, ajoutons y les commerces bien achalandés qui répondent aux besoins quotidiens, et les services rituels et thérapeutiques rendus par certains colons remplissant les fonctions de chamane, masseuse, et accoucheuse de village (par opposition avec la sage-femme du dispensaire) ; il semble que de nombreux atouts soient réunis pour répondre aux attentes d'un nouveau centre de peuplement.

Si on interroge les colons sur leur situation présente, les avis divergent. Nombre d'entre eux pensent qu'ils sont « exploités » par l'agence, leur niveau de vie ne leur paraissant pas suffisant compte tenu de la contribution globale des centres FELDA à la balance des comptes malaisienne. D'aucuns se plaignent de l'irrégularité des revenus, d'autres encore rechignent devant l'autorité exercée par les techniciens de l'agence. Pourtant, comme nous l'avons dit, les colons restent. Une des raisons invoquée est la possibilité de se procurer chaque mois les nécessités de base à crédit ; les informateurs soulignent aussi le fait qu'ils renonceraient difficilement à la maison qu'ils ont transformée et améliorée ; leur attachement au centre se trouve en outre renforcé par les activités annexes qui accroissent et stabilisent un revenu qui serait globalement plus faible, et vraisemblablement plus incertain à l'extérieur du centre.

Il est d'autres signes qui expriment une allégeance tacite et à long terme au mode de vie associé aux centres FELDA, nous voulons parler des stratégies matrimoniales. Nombre de mariages sont encore « arrangés » par les familles, et le choix des parents exploitants dans les centres FELDA se porte souvent sur les enfants d'autres colons ; d'un point de vue anthropologique, on peut parler d'une relative endogamie à l'intérieur d'un groupe socio-professionnel. Si l'on admet que les choix matrimoniaux supposent la confiance, et l'adhésion à un système de valeurs commun, le fait de choisir comme conjoint un descendant de colon qui a des chances d'opter pour le même mode de vie implique l'acceptation de ce mode de vie, et le désir de le voir reproduire par ses descendants.

De plus, en collectant des données socio-économiques sur la parentèle proche des colons, on s'aperçoit que certains des plus jeunes — venus récemment remplacer des partants — sont eux-mêmes enfants de colons, et qu'ils sont rarement les seuls de leur fratrie à avoir opté pour l'installation dans un centre FELDA : il y a là encore désir d'imiter un mode de vie expérimenté personnellement ou par des parents proches. Ce phénomène tâche d'huile (parmi les parents consanguins, et par le choix des alliés) semble exprimer l'émergence d'une nouvelle communauté, liée non seulement par des activités de production identiques mais par des choix à long terme semblables.

LE CENTRE FELDA COMME LIEU DE RAPPORTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

L'organisation des centres instaure une égalité de départ renforcée par le mode de recrutement des participants. Comme nous l'avons dit, les candidats retenus ont en commun d'avoir été peu scolarisés, d'être issus de milieu pauvre au capital foncier faible ou inexistant, aux espoirs d'héritage encore plus minces du fait de la taille des familles. Pourtant, la possibilité d'exercer des activités parallèles, soupape pour les plus énergiques et les plus entreprenants, fait réapparaître des formes d'économie libérale, et resurgir des différences dans les réalisations matérielles, qui sont les unes et les autres présentes dans une communauté malaise constituée spontanément en milieu rural. Précisons que l'égalité mise en place par l'agence n'était pas dictée par des convictions égalitaristes de la part des consultants ou des leaders politiques auxquels ils étaient associés, lesquelles convictions ne seraient d'ailleurs pas entretenues par les canditats à la migration. L'égalité répondait plutôt à un souci de maximiser les chances d'efficacité et de réussite économiques, tout en déchargeant l'agence de développement d'une partie de la fonction d'autorité en la déléguant aux colons. Il n'empêche qu'au bout d'une dizaine d'années de fonctionnement, c'est-à-dire très rapidement, on voit se gommer l'égalité de départ, et se creuser des écarts socio-économiques non négligeables. Ceux-ci apparaissent dans les signes extérieurs de richesse déjà évoqués, mais aussi dans deux autres domaines, il s'agit de rapports économiques entre les colons et des réalisations de leurs enfants.

Il nous faut revenir aux moyens de production annexes : certains colons ont accumulé suffisamment pour investir dans des camions de transport de fruits qu'ils font conduire à d'autres colons, d'autres pour répondre à des appels d'offre de FELDA pour lesquels ils utilisent la main d'oeuvre que constituent les femmes de colons ; d'autres ont pu acquérir un stock important de marchandises, il en est enfin qui ont investi une part de leurs revenus dans la terre, soit dans leur village d'origine, soit dans la campagne environnant le centre. Ces formes de différenciation se distinguent des structures économiques villageoises dans la mesure où elles n'ont pas comme support foncier le lieu de vie qu'est le centre ; elles s'y apparentent néanmoins dans le sens où d'une part, elles reprennent des formes familières en milieu villageois (petit commerce ou valorisation de la richesse foncière), et s'appuient donc sur des valeurs traditionnelles, et d'autre part, elles réintroduisent des rapports employeur/employé courants dans le même contexte villageois, soit dans le cadre de contrats officiels (cf. appels d'offre), soit dans celui plus informel du petit commerce, ou du remplacement pour l'exploitation des plantations.

Néanmoins, l'organisation des centres, et en particulier, la présence de l'équipe d'encadrement et l'institution des chefs de bloc ne permettent pas de considérer les nouveaux rapports entre colons comme constitutifs d'un espace socio-économique analogue à celui des centres de peuplement spontanés.

Un autre « lieu » d'expression de la différenciation socio-économique parmi les colons des centres FELDA est ce qu'on appelle ici, comme dans d'autres contextes, la « deuxième génération ». A un pôle, on trouve des enfants de colons qui ont fait des études universitaires (ils sont moins de dix à Bukit Kuantan, sur l'ensemble des 449 familles) et sont enseignants, ou autres fonctionnaires, puis un nombre plus important de jeunes qui sont encore engagés dans des études secondaires (générales ou techniques), ensuite un grand nombre d'enfants de colons qui n'ont pas terminé de cycle secondaire. Dans ce groupe, une minorité d'adolescents de sexe masculin travaille soit comme ouvriers d'usine en ville, soit pour remplacer des colons occupés à d'autres activités, soit encore pour aider leur père dans la plantation. Les autres sont inactifs, tout en recevant de l'argent de poche de leur famille. On arrive ainsi à l'autre pôle, peu représenté, avec des enfants qui n'ont pas terminé leur scolarité primaire, et parmi lesquels on rencontre de petit délinquants, s'adonnant parfois à la consommation ou au trafic de la drogue.

Ici, deux considérations s'imposent. La première d'ordre méthodologique. Le centre ouvert en 1973 a recruté des adultes de moins de 35 ans. La plupart des individus constituant la deuxième génération n'ont pas encore atteint l'âge adulte, et les données les concernant ne pourront être valablement collectées que dans une douzaine d'années ; celles que je rapporte ici n'ont donc qu'une valeur indicative. La deuxième remarque nous renvoie à la culture malaise. La société villageoise définit une certaine norme à l'égard des adolescents ; on tolère en effet qu'ils n'entrent pas dans le cycle productif même s'ils ne sont plus scolarisés, aussi longtemps qu'ils n'atteignent pas l'âge adulte, c'est-à-dire le moment où ils recherchent une épouse. Cette période d'attente peut durer plusieurs années, et la famille pendant ce temps, subvient non seulement aux besoins en nourriture et en vêtements, mais aussi en argent de poche. Les jeunes des centres FELDA sont donc dans une certaine mesure conformes à la norme, cette même norme voulant que les adolescentes non scolarisées restent à la maison, et parfassent leurs compétences domestiques, en attendant qu'on leur cherche, ou qu'elles rencontrent, leur futur mari. Rien d'étonnant donc à ce que la proportion de filles employées soit encore plus faible que celle des garçons.

Pour préliminaire qu'elle soit, l'image des occupations des enfants de colons, y compris de leur degré de réussite en matière scolaire annonce déjà une grande variabilité compte tenu des chances égalisées au

départ, et reflètera certainement en partie les écarts socio-économiques qui se sont creusés parmi les familles d'exploitants.

LES AUTRES DIMENSIONS DU CHANGEMENT SOCIAL

LES FEMMES DANS LES CENTRES FELDA

C'est sans doute sur le statut et le rôle des femmes que la migration entraîne les bouleversements les plus profonds ; nous avons exposé ceux-ci dans le cadre d'une autre étude (MASSARD, 1986b), et nous nous contenterons de les résumer ici. Les femmes ne participent que d'une manière accessoire à la production, en raison de l'organisation et de la nature du travail. Leurs fonctions relèvent de la reproduction biologique et sociale et elles deviennent surtout des « femmes au foyer », disposant d'un rôle restreint dans la production rituelle et dans les échanges ; elles jouissent néanmoins d'un confort matériel bien supérieur à celui de leurs parentes restées au village. Mais la régression statutaire des femmes de colons ne doit pas être imputée à la volonté de l'agence de développement ; elle résulte certes de manière indirecte de la conception des projets, mais plus directement et efficacement de la poussée de l'islam fondamentaliste qui traverse l'ensemble de la société malaise contemporaine. De fait, les changements (économiques, sociaux et religieux) sont vécus par les femmes des centres FELDA comme des signes de réussite, et les rapprochent de leurs compagnes des classes moyennes.

LES CHEFS DE BLOC

Nous avons fait allusion à leurs rôles dans le fonctionnement des unités de production ; leurs fonctions sont de fait assez étendues, et on peut se demander si elles les destinent à devenir de nouveaux leaders.

Dans un village malais, les chefs combinent plusieurs attributs : ce sont des hommes assez âgés, ce sont des hommes pieux. Ils se distinguent par ailleurs par un certain degré de réussite matérielle, ils sont propriétaires fonciers, ils ont un cheptel bovin, il se peut aussi qu'ils soient fonctionnaires en retraite. Les leaders de village ont en général un rôle modérateur, neutralisant les tensions des membres entre eux, et avec le monde extérieur, et s'efforçant de maintenir l'image, c'est-à-dire la réputation de la communauté. Enfin, ils appartiennent à une famille connue pour son influence dans le village. Il semble que ces critères n'interviennent pas dans le choix des chefs de bloc. Il existe dans chaque centre un Conseil de Développement du Projet qui régit certains aspects de la vie économique

et communautaire, contrôlant le fonctionnement de différentes infrastructures, notamment scolaires et religieuses. Le Conseil centralise les demandes de la base pour les discuter et les répercuter soit à l'agence quand elle est compétente, soit aux différents services administratifs de l'Etat-province ou de l'Etat fédéral. Dans ce Conseil siègent deux catégories de membres : les officiels (directeur de l'école primaire, sage-femme du gouvernement, agent de police, directeur du centre, son adjoint, l'instructeur de religion, et l'*imam*, lui-même un colon), et les représentants des colons qui sont en fait les chefs de blocs. Parmi ces derniers est élu un individu dont le statut est directement subordonné à celui du directeur du centre.

A l'exception de l'*imam* qui est à la fois un colon et un membre ex-officio du Conseil, les autres officiels — qui sont des fonctionnaires donc nommés dans le centre — ne partagent pas vraiment les préoccupations des colons, et ils n'ont pas de raison de défendre leurs intérêts pour peu qu'ils en soient informés. A la différence des leaders de village, ils ne sont pas impliqués dans la vie communautaire ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas d'histoire commune, et aussi parce que leur avenir ne dépend pas des relations qu'ils entretiennent avec les colons et de l'image qu'ils ont parmi eux. Quant aux chefs de blocs, peu d'entre eux ont les atouts scolaires ou statutaires que possèdent les autres membres du Conseil, et pour cette raison, peu ont la confiance oratoire et la force de conviction que cela implique pour les premiers.

Le chef de bloc joue un rôle vulnérable d'intermédiaire, toujours susceptible d'être critiqué, et quand il ne réussit pas à satisfaire les attentes des deux parties — ses co-membres de bloc et les cadres FELDA —, il doit s'effacer. La tension peut être telle qu'il n'a parfois d'autre issue que la démission. Même quand le bloc fonctionne bien, il retire peu de prestige de sa position. Elle ne repose en outre pas forcément sur la réussite matérielle : certains chefs de bloc sont des colons ordinaires dans le sens où ils ne s'adonnent à aucune activité annexe, et les colons les plus industrieux ne sont généralement pas motivés pour accepter cette fonction n'apportant avec elle aucun avantage financier ; en effet, l'allocation versée par les membres au chef lui permet seulement de faire face aux dépenses supplémentaires exigées par sa position.

En reconstituant l'histoire de chacun des 21 blocs de Bukit Kuantan, on s'aperçoit que ceux qui comptent le plus grand nombre d'abandons sont aussi ceux dont les chefs ont été les plus nombreux ; en d'autres termes, la réussite économique repose sur une stabilité dans le *leadership*. Les bons leaders ont suffisamment d'autorité pour obtenir assiduité et application dans le travail. Mais il ne suffit pas d'être un bon exploitant pour être suivi ; la qualité essentielle des chefs de bloc est de « savoir parler », en particulier lors des réunions

de bloc, mais aussi dans les relations interindividuelles ; on reconnaît un bon chef de bloc à sa capacité à persuader un colon récalcitrant ou paresseux de se plier aux exigences de la production — en termes de calendrier et de qualité — sans l'humilier en lui donnant l'impression qu'on le réprimande. Les paysans malais acceptent l'autorité à condition qu'elle s'exprime selon les normes de l'étiquette, la dimension formelle primant sur le contenu. Outre cette qualité primordiale pour se maintenir dans la fonction de chef de bloc, celui-ci doit pouvoir demeurer sourd aux rumeurs que sa position implique, ou les affronter avec beaucoup d'assurance. Si on compare le chef de bloc avec les leaders de village, le premier exerce plus difficilement un rôle modérateur, ne serait-ce que parce qu'il est relativement plus jeune, ce qui le qualifie mal comme « donneur de conseils ».

Malgré sa fragilité, la fonction de chef de bloc apparaît capitale. Lorsque les deux versants — être bon meneur, et savoir formuler les demandes des membres dans le cadre du Conseil, ou plus fréquemment dans ses coulisses — sont réalisés, le chef de bloc est un leader à l'échelle du groupe, et peut se hisser à un statut reconnu dans le centre. A Bukit Kuantan, cela se matérialise dans quelques cas seulement, le plus achevé étant celui de l'ancien chef de bloc devenu sous-directeur du projet. Il est l'homme de réseau par excellence, par sa position dans le parti au pouvoir, il a su se créer des appuis dans la hiérarchie de l'agence, dans les allées du pouvoir religieux, dans l'administration locale et fédérale : dans ces différentes sphères, il est considéré comme le défenseur des intérêts des colons. Pour FELDA, il est le modèle du colon ayant réussi, faisant exploiter sa plantation en sous-traitance, il a su combiner diverses activités commerciales, et jouit d'une aisance supérieure à la moyenne des colons. Son rôle est néanmoins limité par la présence même des cadres de l'agence, les objectifs des deux forces en présence ne coïncidant pas forcément. Quand l'agence jugera-t-elle le contrôle exercé par ses représentants superflu ?

FELDA gère l'économie du centre mais elle intervient aussi dans la vie sociale des colons, dans leurs rapports extra-maritaux s'ils se pratiquent dans le projet, dans leurs pratiques religieuses si elles ont des relents de dissidence fondamentaliste, dans leur comportement à l'extérieur du centre s'il touche à la délinquance. L'Etat reste lourdement présent dans ses fonctions paternalistes : protecteur, pourvoyeur, autoritaire, moralisant. L'autonomie visée initialement semble très loin (MacANDREWS, 1982 ; YUI HUEN KWAN, *op. cit.*) : le centre est un corps à deux têtes qui coordonnent efficacement leur action dans le domaine économique mais freinent le dynamisme communautaire.

Il avait été dit qu'une fois la mise en route assurée, les colons se verraient confier la gestion de leur centre. Les conditions à remplir n'ont jamais été formulées explicitement. Depuis quelques années, on entend souffler dans les cercles dirigeants malaysiens un vent de dénationalisation : souhaitant émuler le géant de l'Asie qu'est le Japon (qui intervient d'ailleurs de plus en plus dans l'économie malaysienne), l'Etat fédéral souhaite se désengager de nombre d'entreprises qu'il contrôle depuis l'indépendance ; cela comprend notamment les opérations de développement rural qui coûtent fort cher mais rapportent beaucoup aussi bien matériellement que politiquement. Des rumeurs avaient circulé quant à une éventuelle privatisation de FELDA mais rien ne s'est concrétisé, et on peut penser que l'agence restera dans le giron fédéral comme fer de lance de ses prétentions à résoudre les problèmes de retard socio-économique des masses malaises.

FELDA ouvre de nouveaux centres, les listes d'attente s'allongent, et l'entreprise ne sera freinée que par le caractère limité de la disponibilité en terres vierges, et par la nécessité de rééquilibrer les priorités dans le choix des cultures de rente. En ce qui concerne ce dernier aspect de la question,les experts internationaux — en particulier ceux de la Banque Mondiale — sont là qui veillent, et la balance des comptes malaysienne semble leur avoir donné jusqu'à présent toute satisfaction.

Dans l'exposé qui précède, nous avons présenté certaines des conséquences sociales et politiques résultant d'une prise en charge de l'agriculture par l'Etat en Malaisie. Il apparaît que les nouvelles communautés ainsi créées ont amélioré leur niveau de vie tout en élaborant de nouveaux rapports sociaux et en resserrant leurs liens avec l'Etat ; dans le même temps, elles se sont adaptées à de nouveaux modes de production, tout en y associant des pratiques économiques connues et en s'appuyant sur des valeurs traditionnelles de la culture malaise. Il semble que les conditions soient réunies pour qu'on puisse parler d'une nouvelle « civilisation agraire » au sens où l'entend P. GOUROU, c'est-à-dire « un ensemble de techniques de production (...) et d'encadrement (techniques de relations entre les hommes, techniques d'organisation de l'espace » (SAUTTER, 1975). A ce titre, les centres FELDA représentent un objet d'étude qui mérite notre attention critique, quelles que soient les modifications que l'agence entend y introduire dans le futur.

BIBLIOGRAPHIE

ABU HASSAN OTHMAN, 1982. — Land development, ethnicity and positive discrimination in Peninsular Malaysia : the case of FELDA. *Nusantara*, 9 : 85-103.

BLANADET (R.), 1984. — *Les fronts pionniers en Asie du Sud-Est.* Paris, l'Harmattan.

BOWEN (J.R.), 1986. — On the Political construction of tradition : gotong royong in Indonesia. *Journal of Asian Studies*, XLV, n° 3 : 545-561.

DE KONINCK (R.), 1979. — The integration of the peasantry : examples from Malaysia and Indonesia. *Pacific Affairs*, 52 (2) : 265-293.

HO (R.), 1965. — Land settlement projects in Malaya : an assessment of the role of FELDA. *Journal of tropical geography*. XX : 1-15.

JONES (G.W.), RITCHER (H.V.) (eds), 1982. — *Population resettlement programmes in south-East Asia.* Development Studies Centre Monographs n° 30, A.N.U., Canberra. cf. introduction : 3-8.

MACANDREWS (C.), 1977. — Land development and politics in Malaysia. The role of FELDA since 1957. *Journal of Economic Development and Social Change in Asia and the Pacific.* 2 (1) : 61-74.

MACANDREWS (C.), 1982. — Land settlement policies in Southeast Asia. *in* : *Population resettlement programmes in South-East Asia.* — Ed. by G.W. Jones et H.V. Ritcher : 9-23.

MASSARD (J.), 1985. — Are Malaysian land settlers (new) peasants ? Anthropological observation of a nascent community. Sous presse dans les actes du colloque des Nations Unies sur « *Resource Use of Frontiers and Pioneer Setttlements* », organisé à Kuala Lumpur, 15 p. dactyl.

MASSARD (J.), 1986a. — Du village à la plantation. Qui s'adapte ? Communication au colloque international de l'ORSTOM « *Terrains et Perspectives* » sur l'anthropologie face aux transformations des sociétés rurales, aux politiques et aux idéologies du développement. Paris, 14 p. dactyl.

MASSARD (J.), 1986b. — La part des femmes dans le développement rural : le cas malais est-il spécifique ? communication au séminaire ORSTOM « *Travail féminin et famille : dynamique des transformations dans les pays en développement* ». Paris, 22 pages dactyl.

Mid-Term Review of the Fourth Malaysian Plan, 1981-1985, 1984. — Kuala Lumpur, Prime Minister's Office.

PEACOCK (F.), 1979. — The failure of rural development in Peninsular Malaysia. *in* : *Issues in Malaysian Development*, ed. by J.C. Jackson, M. Rudner, ASAA Southeast Asia Publications Series, Heinemann Educational Books, Kuala Lumpur : 375-395.

RAISON (J.P.), 1968. — La colonisation des terres neuves intertropicales. *Etudes Rurales*, 31 : 5-112.

ROKIAH TALIB, 1983. — The politics of land development in Malaysia. *Manusia Dan Masyarakat*, New series 4, : 1-12.

ROKIAH TALIB, 1984. — Women's participation in FELDA schemes. Communication à AWA/APDC seminaire sur « *Women and Employment* ». Kuala Lumpur, 24 p. dactyl.

SAUTTER (G.), 1975. — Le système géographique de Pierre Gourou. *L'Espace Géographique*, 3, pp. 153-164.

TUNGKU SHAMSUL BAHRIN, 1982. — Role of the state in land settlement : the Southeast Asian experience. Communication à l'atelier sur « *Land development in the tropics* ». Belo Horizonte, Brésil, 21 p. dactyl.

YUI HUEN KWAN (A.), 1980. — Rural development in Malaya. Issues and problems confronting MADA, FELDA and RISDA. *Southeast Asian Journal of Social Science*, 8 (1-2) : 64-86.

WIKKRAMATILEKE (R.), 1965. — State aided rural land colonization in Malaya : an appraisal of the FELDA programm. *Annals of the Association of American Geographers*, LV, 3 : 377-403.